



NON

à l'allongement de la durée de cotisation à toute mesure qui diminuerait les retraites et pensions

Le gouvernement vient d'annoncer les mesures de la nouvelle contre-réforme des retraites.

Elles confirment les craintes des organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, et Solidaires qui se sont réunies le 8 juillet dernier.

Elles prolongent les mesures Fillon de 2003, combattues par la majorité d'aujourd'hui.

Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et des mesures qu'elles ne sauraient accepter : tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois.

Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC.

La suppression des exonérations patronales rapporterait 30 milliards par an.

Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations dans le système de retraite solidaire.

Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité.

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires et l'UNEF appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.

MANIFESTATIONS

MARDI 10 SEPTEMBRE 2013

CAEN Place St- Pierre à 10h30

LISIEUX Place F. Mitterrand à 10h00

VIRE Porte Horloge à 17h30